

PREMIÈRE INTERVIEW DE MACRON CANDIDAT

L'emmerdeur



(Photo MAXPPP/Thomas Padilla)

A quatre jours de la primaire de la droite et à quelques jours de la décision de François Hollande, Emmanuel Macron joue les empêcheurs de tourner en rond. Il a annoncé, hier matin, sa candidature à la présidentielle 2017.

Macron: « Rassembler les progressistes »

Dans une interview exclusive accordée à la PQR, Emmanuel Macron a expliqué les raisons de sa candidature à la présidentielle

Emmanuel Macron a choisi Bobigny en Seine-Saint-Denis, pour mettre fin au (vrai - faux) suspense entretenu depuis son départ du gouvernement. L'atelier mécanique d'un centre de formation pour porter la jeunesse, le travail, l'emploi, l'Europe encore, au cœur du débat présidentiel auquel donc, il a décidé de prendre part en déclarant sa candidature. L'ancien ministre du gouvernement Valls, qui est aujourd'hui en déplacement dans les Bouches-du-Rhône se présente comme le candidat du progrès et esquisse les grandes lignes d'un programme qu'il définit comme « progressiste » avec la « volonté d'avoir un impact sur la vie de notre pays. »

En déclarant votre candidature, n'avez-vous pas le sentiment de faire exploser la majorité?

Si notre vie politique est dans la situation actuelle, je ne crois pas en être le responsable. Au contraire. La gauche est divisée du fait de son histoire. Elle est divisée depuis les premiers jours du quinquennat, entre une gauche qui veut changer le réel et une gauche conservatrice, qui veut préserver les équilibres existant. Et si la majorité gouvernementale explose, c'est du fait de ses propres incohérences. Je fais d'ailleurs le même constat quand je regarde le paysage de la droite française. J'ai bien conscience que ma candidature vient contrarier les équilibres établis, mais ce sont ceux d'une caste politique, ils ne sont plus structurés sur les problèmes des Français. Enfin, les primaires sont la preuve qu'il n'y a plus de convergences idéologiques au sein des partis.

Si François Hollande devait se présenter, maintiendriez-vous votre candidature?

Ce que nous construisons n'est pas dépendant du calendrier ou des intentions des autres parties prenantes



de la vie politique française! Ma candidature entend rassembler les progressistes de droite, du centre, de la gauche, des Verts et de la société civile. Toutes celles et ceux qui croient en la réconciliation de la liberté et du progrès, et qui veulent faire avancer le pays en restant fidèles à nos valeurs.

Votre candidature impacte la primaire de la droite, si l'on en croit les réactions suscitées depuis l'annonce de votre candidature.

Qu'en pensez-vous? Ma volonté est d'avoir un impact sur la vie de notre pays. S'il y a une fébrilité à droite, c'est qu'elle a une raison d'être... Ce qui m'importe, c'est de parler aux Français, de leur proposer un projet cohérent.

Votre discours de Bobigny évoquait la jeunesse, l'emploi, l'Europe... Ce sont là justement, les points forts de votre projet?

D'abord, j'ai la conviction

que nous pouvons réussir dans ce monde qui se transforme, la révolution numérique et environnementale, et nous pouvons le faire au travers de deux grands axes : le rapport au travail d'une part, et à l'investissement. Ce sont mes deux priorités économiques. Nous devons notamment réformer notre système en matière de chômage et de formation professionnelle; le financement de notre protection sociale. Nous devons également relancer l'investissement public et privé, s'appuyer sur l'investissement public pour la formation, mais aussi la transition numérique et énergétique. Nous devons également lutter contre les inégalités, qu'elles soient sociales ou géographiques. C'est un vrai défi. Nous devons aussi avoir un vrai projet européen, ambitieux. La France ne peut pas réussir sans un projet européen face aux incertitudes du monde, aux risques géopolitiques.

Que proposez-vous en matière de dépense publique et de fiscalité?

Notre niveau de dépense publique est trop important (56 % du PIB). Il faudra ramener la dépense publique, de manière progressive, à 50 % du PIB. Cela doit s'inscrire dans une stratégie politique et pas seulement budgétaire. Ce n'est qu'en baissant le niveau des dépenses que nous pourrions baisser les impôts.

Diriez-vous que votre programme est de gauche?

Je veux un programme progressiste, de bon sens et efficace. On ne peut pas être conscient des risques sociaux que nous vivons, des changements géopolitiques et considérer que la vie politique doit rester dans son jus. Ma priorité est d'apporter des réponses aux défis du pays.

PROPOS RECUEILLIS
PAR K. M.
kmichel@nicematin.fr